

Brochure n° 3311

Conventions collectives interrégionales

**COMMERCE DE QUINCAILLERIE,
FOURNITURES INDUSTRIELLES,
FERS, MÉTAUX ET ÉQUIPEMENTS DE LA MAISON**
IDCC : 1383. – **Employés et personnel de maîtrise**
IDCC : 731. – **Cadres**

AVENANT DU 27 MARS 2007
RELATIF AU RATTACHEMENT DE LA RÉGION SAINT-QUENTIN

NOR : *ASET0750695M*
IDCC : *731, 1383*

Entre :

La chambre syndicale quincaillerie de Saint-Quentin ;

La confédération française de la quincaillerie, fournitures industrielles, bâtiment, habitat ;

L'union régionale des syndicats de la quincaillerie Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement commerce et des services CFE-CGC ;

La fédération CFTC commerces, services et force de vente,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La chambre syndicale de la quincaillerie de Saint-Quentin et les organisations syndicales représentatives de salariés : union régionale des syndicats FO de la région Picardie, union départementale FO des Ardennes, union

régionale des syndicats chrétiens CFTC de la région Picardie et union départementale CFTC des Ardennes, signataires de la convention collective des commerces de gros, demi-gros et de détail de la quincaillerie, fers, tubes, métaux, outillage, équipements ménagers, bricolage et commerces rattachés des départements de l'Aisne, des Ardennes, de l'Oise et de la Somme du 26 décembre 1991 et de l'ensemble de ses annexes, avenants et accords, sont convenues de rattacher, à compter du 1^{er} janvier 2008, les entreprises et les salariés de la profession situés dans les départements de l'Aisne, des Ardennes, de l'Oise et de la Somme, par la voie de l'adhésion,

- à la convention collective interrégionale des commerces de quincaillerie, fournitures industrielles, fers, métaux et équipement de la maison « Employés et personnel de maîtrise » (IDCC 1383) et à ses annexes, accords et avenants ;
- à la convention collective interrégionale des commerces de quincaillerie, fournitures industrielles, fers, métaux et équipement de la maison « Cadres » (IDCC 731) et à ses annexes, accords et avenants.

Article 2

En conséquence, le champ d'application géographique des 2 conventions collectives de rattachement susvisées est modifié pour s'appliquer également aux départements suivants : Aisne, Ardennes, Oise et Somme.

Article 3

Le champ d'application géographique des actuelles conventions collectives d'accueil devenant de ce fait national, les parties signataires des actuelles conventions collectives conviennent de modifier la dénomination respective de celles-ci et de remplacer l'adjectif « interrégionale » par « nationale, y compris les DOM ».

Article 4

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chaque organisation patronale et syndicale concernée et permettre l'accomplissement des formalités légales de dépôt et de demande d'extension.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2-IV du code du travail, le présent accord sera notifié par la délégation patronale à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'issue de la séance de signature.

La notification, qui sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise d'un exemplaire de l'accord signé contre récépissé s'il a été signé en séance, déclenchera l'ouverture du délai d'exercice éventuel du droit d'opposition.

Article 6

Conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé par la délégation patronale, d'une part, auprès de la direction des relations du travail en 2 exemplaires : un original signé des parties et un exemplaire sur support électronique et, d'autre part, au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 133-8 du code du travail, à effectuer les démarches nécessaires pour obtenir l'extension du présent accord.

Article 7

Les dispositions du présent accord sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2008.

Fait à Lyon, le 27 mars 2007.

(Suivent les signatures.)